

Impact d'Internet sur l'économie française

Comment Internet transforme notre pays



Synthèse

Toutes les études sur l'économie numérique en France menées jusqu'à présent suggéraient que le poids macroéconomique d'Internet et son impact sur les agents économiques étaient significatifs. Par exemple, l'INSEE a établi qu'un quart des entreprises françaises achetaient en ligne¹. La Banque de France a, quant à elle, démontré qu'à chaque point de croissance de l'e-commerce était associé 0,5 point de déflation du prix des biens de détail². Enfin, une étude récente réalisée par l'ARCEP³ rappelait qu'en 2009, dans un contexte morose, les sociétés du e-commerce avaient continué à recruter et à améliorer leur productivité.

Toutefois, chacune de ces études abordait la question de l'impact économique du Web sous un angle spécifique. Une vision périphérique, intégrant à la fois le poids économique d'Internet et ses effets sur les dynamiques de croissance et développement, restait à dessiner. Telle est l'ambition de ce rapport, réalisé fin 2010 en combinant sources publiques et analyses menées par McKinsey auprès des particuliers et des PME, qui aboutit à des enseignements inédits.

De ces travaux, il ressort que l'impact d'Internet est resté largement sous-estimé. La Toile représente d'ores et déjà une part substantielle de l'économie française, en tant que "filrière", mais aussi par sa contribution à la croissance de secteurs connexes. De surcroît, Internet apporte des bénéfices aux agents économiques de notre pays – employés, entreprises, consommateurs et citoyens – et dès lors, génère une dynamique de croissance et de développement pour la France. Toutefois, au regard d'autres pays de l'OCDE, son potentiel pourrait encore être optimisé, et la mise en œuvre d'une politique volontariste de développement de la filière Internet serait susceptible de démultiplier ses effets bénéfiques sur l'économie française.

Un poids et des effets considérables sur l'économie française

L'analyse macroéconomique révèle qu'Internet est déjà devenu une composante majeure de l'économie du pays, par sa contribution tant au PIB qu'à l'emploi. Une vision "photographique" de son poids global en 2009 et 2010 permet d'observer qu'en termes de valeur ajoutée comme de postes occupés, Internet est loin d'être une part négligeable de l'activité en France. Mais une vision "dynamique" sur les quinze dernières années met plus clairement en lumière l'ampleur de la réalité économique que recouvre le Web, en établissant qu'il a contribué pour environ un quart à la croissance en 2010, et dans les mêmes proportions à la création nette d'emplois en France sur la période 1995-2010.

Plus de 3 % du PIB et 1,15 million d'emplois en 2010

Nous évaluons à **60 milliards d'euros en 2009** la contribution directe au PIB français de la "filrière Internet", qui regroupe les activités de télécommunication via IP, les activités informatiques (matériel et logiciel) liées à Internet, et les activités économiques ayant le Web pour support, telles que le e-commerce ou la publicité en ligne par exemple. Cette contribution devrait s'élever à 72 milliards d'euros en 2010. Avec **une part du PIB national de 3,2 % en 2009** (3,7 % estimés en 2010), la filière Internet "pèse" d'ores et déjà davantage que des secteurs clés de l'économie française comme l'énergie, les transports ou encore l'agriculture, en valeur ajoutée.

A cette contribution de la filière Internet s'ajoutent les effets indirects du Web, c'est-à-dire les achats réalisés dans les réseaux physiques de distribution, mais facilités, préparés ou déclenchés par une recherche préalable en ligne, estimés à environ **28 milliards d'euros en 2009**.

¹ INSEE, "L'Internet haut-débit se généralise dans les entreprises", novembre 2010.

² Banque de France : "Vente à distance, Internet et dynamique des prix", Document de travail n°288, Juillet 2010.

³ Observatoire trimestriel des marchés de communication en France - Arcep.

Tandis que ces contributions directes et indirectes proviennent pour près de 75 % de la valeur ajoutée créée par les entreprises traditionnelles ayant développé des activités en ligne, elles ne correspondent que pour un quart à des "pure players" Internet : c'est-à-dire des acteurs de la Net-économie exclusivement présents sur le Web.

Sur le front de l'emploi, en 2009, la filière Internet occupait 1,15 million d'emplois directs, indirects et induits.

25 % de la croissance et de la création nette d'emplois

Depuis l'an 2000, la contribution d'Internet à la croissance de l'économie française s'est accélérée : 10 % au cours des 15 dernières années, 20 % sur la période 2005-2009, et 25 % entre 2009 et 2010.

Le Web apparaît comme l'un des principaux facteurs de la croissance française depuis 15 ans, et aurait contribué au quart environ de la progression du PIB français en 2010.

Par ailleurs, Internet a, en l'espace de 15 ans, permis la création nette de 700 000 emplois, soit un quart du total des créations nettes d'emplois en France sur cette période. En d'autres termes, Internet a permis d'ajouter 1,4 nouvel emploi à chaque emploi réalloué (c'est-à-dire supprimé dans un secteur traditionnel et recréé dans la filière Internet).

Des bénéfiques pour les agents économiques

Pour compléter la vision agrégée du poids d'Internet dans l'économie française, notre étude a analysé les mécanismes microéconomiques à l'œuvre à l'échelle des agents économiques que sont les entreprises, les consommateurs-internautes et les citoyens. Cette approche permet de corroborer les résultats de la vision macroéconomique, mais surtout de mieux comprendre les ressorts de création de valeur du Web.

Un impact sur la performance des entreprises, en particulier des PME

Internet engendre des gains de rentabilité pour les entreprises françaises. En effet, les sociétés qui ont investi dans les technologies ont bénéficié de rendements attractifs. Chaque euro investi dans ces technologies s'est traduit par deux euros de marge opérationnelle. De même, chaque euro dépensé en marketing en ligne a rapporté 2,5 euros de bénéfice.

Internet représente plus particulièrement un accélérateur de développement pour les PME. Notre étude met en lumière l'existence d'une corrélation forte entre l'utilisation des technologies Web par les salariés des entreprises ainsi que leurs clients et fournisseurs, d'une part, et, d'autre part, leur rythme de croissance et leur capacité à exporter. Notre étude a quantifié l'utilisation de ces technologies à travers un indice propre – l'indice d'intensité Web. Au cours des trois dernières années, les entreprises "à forte intensité Web" ont crû deux fois plus vite que les autres (7 %, contre 3,2 %). Elles ont aussi exporté deux fois plus (réalisant en moyenne 4 % de leur chiffre d'affaires à l'export, contre 2,6 % pour celles à intensité Web moyenne et 2 % pour celles à faible intensité Web). Par ailleurs, les PME françaises à très forte croissance se caractérisent par une utilisation plus intensive des technologies du Web et sont également celles qui créent le plus d'emplois.

Des bénéfiques pour les internautes

Les internautes bénéficient d'un "surplus de valeur", c'est-à-dire d'une valeur économique gratuite, à travers l'utilisation de services Internet financés par la publicité en ligne. Ce surplus de valeur s'est élevé en 2009 à 7 milliards d'euros, soit 36 euros par mois et par foyer connecté. En d'autres termes, chaque euro investi en dépenses marketing s'est traduit par un bénéfice de trois euros par internaute, au travers de l'usage gratuit des services financés par la publicité en ligne.

Par ailleurs, la déflation subie par les produits commercialisés en ligne, par rapport à leurs équivalents distribués dans des réseaux physiques, génère des économies de l'ordre de 2,5 milliards d'euros pour les consommateurs.

Une influence favorable sur le “bien-être” des citoyens

Bien que difficile à quantifier au travers des indicateurs économiques classiques, des gains réels ont été apportés aux citoyens par Internet. Notre rapport en cite quelques-uns à titre illustratif : accélération de la recherche d'emploi, meilleure qualité de soins, démocratisation du savoir, simplification de la vie quotidienne, établissement de nouveaux liens sociaux via les réseaux communautaires.

Perspectives de croissance et pistes de développement à horizon 2015

Les technologies du Web sont rentables pour les entreprises. De plus, elles continuent d'évoluer rapidement, notamment avec l'Internet mobile ou l'apparition de nouveaux modèles tels le *cloud computing*. L'adoption et la diffusion de ces technologies devraient donc se poursuivre à un rythme soutenu, laissant présager **un doublement de la contribution d'Internet au PIB français d'ici 2015**. La France pourrait même accroître encore ce potentiel de création de richesse en mettant en œuvre une politique Internet ciblée et volontariste qui viserait à la faire progresser de la moyenne des pays OCDE où elle se situe aujourd'hui, jusqu'au niveau des pays les plus avancés, dont elle pourrait s'inspirer.

Un renforcement significatif du poids économique d'Internet d'ici à 2015

Le développement de la consommation, au travers notamment de l'e-commerce, devrait faire croître la valeur du PIB français liée à Internet d'environ 14 % par an, pour atteindre **129 milliards d'euros en 2015 (soit**

environ 5,5 % du PIB français à cet horizon). La filière contribuerait alors à près d'un quart de la croissance française dans les trois prochaines années, et à la création nette d'environ **450 000 emplois directs et indirects à horizon 2015**.

Des marges de progression subsistent pour exploiter pleinement le potentiel numérique de la France

Bien que le secteur Internet ait déjà acquis un poids économique considérable en France, appelé à se renforcer dans les années à venir, il ressort des comparaisons internationales que notre pays recèle encore un potentiel de développement supplémentaire. Pour l'atteindre, la France peut s'inspirer des pratiques observées à l'étranger pour fonder une politique volontariste de promotion de la filière Internet. Un tel effort, engageant conjointement pouvoirs publics et entreprises, permettrait de capter un potentiel économique théorique estimé à **31 milliards d'euros supplémentaires d'ici 2015**, soit au total **160 milliards d'euros**.

- **En matière de développement numérique, la France se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE.**

Dans le concert des pays développés, la France figure en milieu de classement s'agissant du développement de la société de l'information. Elle se situe au 17^{ème} rang sur les 34 pays de l'OCDE, tandis que le Royaume-Uni par exemple occupe la 4^{ème} place. Ce classement montre que, bien qu'importante dans l'économie française, la filière Internet possède encore un fort potentiel de croissance.

Deux paradoxes majeurs expliquent ce diagnostic : d'une part, la proportion des dépenses publiques consacrée à la filière Internet est inférieure à la contribution moyenne du secteur public au PIB français, et d'autre part, la majorité des PME affichent un retard (aussi bien au regard des grandes entreprises que de leurs homologues de l'OCDE) dans le déploiement de solutions Internet, ce qui se solde notamment par un déficit de la balance commerciale de la filière Internet française.

- La France pourrait s'inspirer de pistes de développement à l'étranger.

Le plan de développement de l'économie numérique "France numérique 2012" a déjà lancé un ensemble d'initiatives visant à développer le secteur internet : réduction de la fracture numérique y compris auprès des PME, développement des usages et services numériques tant dans la sphère privée que publique, et soutien au développement de l'économie numérique en rénovant sa gouvernance et son écosystème. Ces efforts doivent être poursuivis et développés afin de s'assurer de leur impact.

Dans cette optique, l'exemple de plusieurs pays, comme le Royaume-Uni, certains pays scandinaves ou encore asiatiques, permet d'esquisser des pistes d'amélioration. La création d'un environnement favorable au développement du secteur, par le soutien à l'innovation, l'incitation à l'usage et à la diffusion des technologies du Web dans l'économie, le renforcement de l'infrastructure française ou encore la formation Internet des PME constituent, en particulier, des axes d'intervention prometteurs.

- La contribution d'Internet au PIB pourrait atteindre 160 milliards d'euros en 2015 si la France alignait sa performance sur le top 5 des pays développés.

Si elle parvient à atteindre la "maturité numérique" des cinq premiers pays de l'OCDE, la France peut aller plus loin que ne lui promettent les projections à horizon 2015. Au lieu des 129 milliards d'euros de poids économique prévus, correspondant à la simple prolongation de sa courbe de développement actuelle, elle pourrait ainsi **porter à 160 milliards d'euros, d'ici cinq ans**, la contribution d'Internet au PIB.

A propos de McKinsey & Company

Fondé aux Etats-Unis en 1926 et établi en France depuis plus de quarante ans, McKinsey & Company est aujourd'hui implanté dans une cinquantaine de pays et compte près de 8 500 consultants, dont environ 300 en France.

Leader mondial du conseil auprès des directions générales, le cabinet accompagne des entreprises de premier plan appartenant à tous les grands secteurs de l'économie, ainsi que des organismes publics et des institutions à but non lucratif. Ses principaux domaines d'intervention portent sur trois grands types de problématiques : la stratégie, l'organisation et l'efficacité opérationnelle.

Contacts presse

i&e consultants

Paolo Ghilardi
pghilardi@i-e.fr
01 56 03 13 02

McKinsey&Company

Thibaut Gratius, Manager corporate communications
thibaut_gratius@mckinsey.com
01 40 69 95 25

McKinsey & Company
79, avenue des Champs-Élysées
75008 Paris, France
Téléphone : 01 40 69 14 00

Mars 2011
Copyright © McKinsey & Company